

Journal de Syrie

N° 61 du 03.08.12

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal de Syrie" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) Et sur le site Palestine Solidarité : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_syriens.htm

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Tiré à part

Réseau Voltaire : Washington a rédigé une nouvelle constitution pour la Syrie...

Depuis janvier, un groupe d'une quarantaine d'exilés syriens se réunit secrètement place de l'église Saint-Louis à Berlin, dans les locaux de la Stiftung Wissenschaft und Politik [1]. Si cette fondation est financée par le patronat allemand, les réunions le sont par les départements US d'État et de la Défense. Elles sont présidées par Steven Heydemann, un double national US-Israélien, qui a longtemps travaillé pour la CIA [2], avant de devenir chercheur à l'US Institute of Peace. Cet organisme, qui fournit le cadre officiel des réunions est —contrairement à ce que pourrait laisser supposer son intitulé— un paravent du Pentagone [3]. Non sans surprise, le ministère suisse des Affaires étrangères est associé à ce projet. Le programme est intitulé « *Le jour d'après. Soutenir une transition démocratique en Syrie* » [4]. Dans le vocabulaire orwellien de Washington, « *transition démocratique* » signifie le passage du président élu et plébiscité par le peuple syrien Bachar el-Assad à un président choisi par les puissances occidentales ; et l'expression « *jour d'après* » désigne la période suivant le renversement du régime syrien par ces mêmes puissances occidentales.

Alors que les Syriens approuvaient par référendum une nouvelle constitution [5], le groupe de travail en rédigeait une autre. Il définissait aussi ce que serait la politique du futur gouvernement syrien. Le document final a été présenté par la secrétaire d'État US, Hillary Clinton, au président du Conseil national syrien, Abdel Bayset Syda [6], lors de la 3e conférence des Amis de la Syrie à Paris, le 6 juillet. M. Syda a accepté de mettre en œuvre cette « feuille de route ».

[1] Le directeur de la fondation, Volker Perthes, participait en juin 2008 à la réunion annuelle du Groupe de Bilderberg avec Bassma Kodmani, directrice de l'Arab Reform Initiative et actuelle porte parole du Conseil national syrien.

[2] Selon un schéma classique, cette activité était couverte par la Fondation Ford, par l'US Information Agency et par la Freedom House.

[3] L'US Institute of Peace a été créé en même temps que la National Endowment for Democracy, dont il est le pendant. Sur les documents du Congrès, son budget figure dans celui du Pentagone, tandis que celui de la NED est rattaché au département d'État.

[4] "The dayafter : Supporting a democratic transition in Syria"

[5] « [La Constitution de la République arabe syrienne 2012](#) », Réseau Voltaire, 26 février 2012.

[6] La presse occidentale a pris l'habitude d'orthographier le nom de M. Syda en ajoutant un « a », en « Sayda », de manière à éviter la confusion avec la maladie du même nom.

Réseau Voltaire |

Selon Lavrov, la position des États-Unis constitue une approbation sans équivoque du terrorisme. La réaction de Washington à l'attentat (*) de Damas constitue une justification claire du terrorisme, s'est indigné le ministre des Affaires étrangère russe, Sergey Lavrov. Le Département d'État des États-Unis a déclaré que les actes terroristes en Syrie n'étaient pas surprenants étant donné le comportement du régime.

Sergey Lavrov a exprimé son étonnement à une conférence de presse à Moscou : *"Ces paroles constituent une claire approbation du terrorisme. Qu'est-ce que cela signifie ? C'est une déclaration désastreuse, je n'ai pas assez de mots pour le dire."*

Lavrov a aussi exprimé sa surprise que le Conseil de Sécurité de l'ONU se soit refusé à condamner les actes terroristes en Syrie. La représentante permanente étasunienne à l'ONU, Susan Rice, a déclaré que les actes terroristes de Damas contribuaient à accélérer l'adoption d'une Résolution sur la Syrie en vertu du chapitre 7 de la Charte de l'ONU qui implique des sanctions sévères y compris le recours à la force. *"En d'autres termes, cela signifie : 'Nous soutiendrons ces actes terroristes jusqu'à ce que le Conseil de Sécurité de l'ONU fasse ce que nous voulons'"* a dit Lavrov, à propos des déclarations des représentants étasuniens.

La Secrétaire d'État étasunienne, Hillary Clinton, a dit dernièrement qu'il fallait travailler en lien plus étroit avec l'opposition syrienne qui gagnait du terrain pour préparer de nouvelles actions de résistance contre le gouvernement, à Damas.

Lavrov a fait remarquer que, selon les informations dont on disposait, l'opposition avait pris le contrôle de postes de frontières syriens aux frontières turque et irakienne et qu'il y avait eu des cas de pillage de biens turcs. Il a ajouté que, d'après certaines sources, ce n'étaient pas les militants de l'Armée syrienne libre qui avaient capturé ces postes mais des groupes liés à Al-Qaeda, et que des diplomates russes étaient en train de vérifier ces informations.

"Si nos partenaires soutiennent le fait que des terroristes s'emparent de territoires, nous aimerions savoir quelle est exactement leur position sur la Syrie. Quel objectif poursuivent-ils dans ce pays ?" a demandé le ministre russe des Affaires étrangères.

Quant aux sanctions unilatérales prises par l'Union européenne contre Damas, elles entrent en contradiction avec les décisions du Conseil de Sécurité de l'ONU et les accords conclus aux pourparlers de Genève, a précisé Lavrov.

"Nous pensons que le fait de prendre des décisions unilatérales entre en contradiction avec le principe de gestion collective des affaires qui régit l'accord de Genève," a dit Lavrov qui a ajouté que la Russie souhaitait que ces questions soient discutées collectivement.

"Malheureusement, quand l'Union européenne, les États-Unis et d'autres États ont décidé d'adopter des sanctions contre la Syrie, ils ne nous ont pas consultés du tout," a observé Lavrov.

La crise en Syrie dure depuis plus d'un an et demi, et après tout ce temps, ce n'est pas vraiment approprié de demander au Conseil de Sécurité de prendre des sanctions, a ajouté le diplomate russe.

Lavrov a souligné que si la communauté internationale avait voulu que la crise syrienne soit gérée collectivement, elle aurait dû le faire depuis le début en traitant les deux camps également.

Les ministres des Affaires étrangères européens ont décidé d'élargir la liste des officiels syriens bannis d'Europe et de geler les comptes bancaires et les biens qu'ils ont dans les pays européens.

D'autres mesures ont aussi été prises pour solidifier l'embargo des armes contre la Syrie. En conséquence, les bateaux et les avions cargos qui se rendent en Syrie sont soumis à des inspections forcées quand ils sont soupçonnés de transporter des armes et des équipements interdits vers la Syrie.

Note :

(*) Qui a tué trois dirigeants syriens.

Il ne faut pas manquer l'excellente analyse de la réaction de Lavrov aux déclarations des USA sur cet attentat par Dedefensa : <http://www.dedefensa.org/article-la...>

25 juillet 2012 - Pour consulter l'original : <http://www.rt.com/news/us-position-...> -

Traduction : Dominique Muselet

28 juillet RT

Mourad Arbani : **Vidéo** : Massacre de loyalistes sunnites par les rebelles

Des rebelles "islamistes" de l'Armée syrienne libre (ASL) ont exécuté mardi des partisans du régime à Alep, selon des images postées sur Youtube.

La vidéo montre des hommes retenus dans une salle et qui de toute évidence ont été torturés avant d'être conduits dehors entourés d'hommes armés surexcités criant : « Allah est le plus Grand ».

Les rebelles entourent l'un des captifs, au visage ensanglanté et presque nu, avant de le mettre face à un mur. D'autres sont alignés à côté de lui alors que les combattants scandent toujours « Dieu est le plus grand ».

Ces derniers mitraillent alors les prisonniers, identifiés comme membres de la tribu des Barri, puissant clan sunnite de la région d'Alep qui sont fidèles au régime de Bachar al-Assad. Après leur forfait, ils reviennent encore pour tirer de nouveau sur les cadavres.

Ces massacres comme bien d'autres vont être mis sur le compte des troupes régulières, grâce à la propagande et à la désinformation servies par Rami Abdel Rahmane, chef de l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH), une officine installée à Londres, qui a imposé depuis le début des événements ses bilans et infos sur la Syrie à l'ensemble des rédactions occidentales.

Mourad Arbani

1 Août

Lien vidéo http://www.youtube.com/watch?v=zQAgU8h7hW4&feature=player_embedded

<http://www.algerie1.com/actualite/syrie-massacre-de-loyalistes-par-les-rebelles-islamistes-video/>

2 Politique anti - Syrienne

Sur le terrain

[Les rebelles syriens se sont assurés du soutien d'Obama !!!](#)

Le président des Etats-Unis Barack Obama a signé une directive secrète autorisant la CIA et d'autres services secrets américains à aider les adversaires du régime de Bachar al-Assad en Syrie. L'agence *Reuters* l'a communiqué faisant référence à des sources dans l'administration des Etats-Unis.

D'après une de ces sources, l'aide militaire et logistique aux rebelles est régulée depuis une base secrète aux environs de la ville d'Adana en Turquie qui a été mise en place par la Turquie, l'Arabie saoudite et le Qatar. Une base aérienne des Etats-Unis, Incirlik, est également située à proximité d'Adana.

02/08/2012

french.ruvr.ru

3 Politique

Les grandes manœuvres

[La CIA et le Mossad préparent le renversement du gouvernement syrien.](#) La zone frontalière de Turquie abrite des camps militaires où sont formés des mercenaires envoyés en Syrie pour combattre l'armée gouvernementale, annonce le quotidien turc *Idinik*. Selon le journal, les camps sont contrôlés par des vigiles américains. Damas a déjà communiqué que l'opposition syrienne avait des instructeurs du Mossad et de la CIA.

La veille une vidéo a été mise en ligne montrant l'exécution par les rebelles à Alep des hommes armés fidèles au régime.

Le ministère syrien des Affaires étrangères a accusé la Turquie de soutenir les activités terroristes en Syrie.

« Le gouvernement turc a déployé des camps militaires sur son territoire, d'où les autorités israéliennes, des États-Unis, du Qatar et des forces de sécurité saoudiennes envoient les terroristes pour combattre le peuple syrien » a déclaré le ministre des Affaires étrangères de la Syrie dans un communiqué, publié ce jeudi.

Pendant ce temps, l'état-major général turc a commencé des exercices près de la frontière avec la Syrie, dans la province de Sanliurfa, dit le journal *Hurriyet*. Selon ces données, 25 chars, des véhicules blindés, des systèmes de missiles anti-aériens, des unités de l'infanterie et des unités de soutien participent aux

manœuvres.

Un jour plus tôt, des exercices similaires ont commencé dans une autre partie de la frontière turco-syrienne.

02/08/2012

http://french.ruvr.ru/2012_08_02/syrie-turquie/

Sénat américain.

Des Canons ... pas du beurre

[Des « experts » américains appellent Washington à s'impliquer activement...](#)

Washington doit soutenir davantage les « rebelles » en Syrie, en leur fournissant des armes et un appui aérien, et montrer clairement au régime en place la ligne à ne pas franchir, au prix d'une intervention militaire, ont estimé des experts mercredi.

Plus longtemps durera le conflit syrien, qui fait rage depuis 17 mois, plus grand sera le risque de voir se multiplier les massacres de grande ampleur, ont-ils indiqué au Sénat américain.

Martin Indyk, un ancien ambassadeur des Etats-Unis en Israël, a souligné lors d'une audition au Sénat les conséquences très mauvaises de la situation actuelle et a affirmé: Il est important que nous intervenions de manière active, mais il faut le faire de manière intelligente.

Nous devons faire attention à qui nous donnons des armes, a fait observer cet expert aujourd'hui directeur de la politique internationale à la Brookings Institution, selon qui les Etats-Unis n'ont pas encore une vision nette de l'identité et des objectifs des forces qui constituent la rébellion syrienne.

Andrew Tabler, de l'Institut pour le Proche-Orient (Institute for Near East Policy), a quant à lui mis en garde le comité du Sénat pour les affaires étrangères contre le risque d'utilisation d'armes chimiques par le régime Assad.

Washington et ses alliés doivent dessiner et faire respecter une ligne rouge pour empêcher la Syrie d'utiliser ses armes chimiques, a-t-il lancé.

Il a appelé les Etats-Unis à formuler un avertissement fort à l'encontre du président Bachar al-Assad, lui signifiant que des atrocités de masse en Syrie appelleront une réponse militaire immédiate.

Des inquiétudes ont aussi été exprimées quant au prochain gouvernement de la Syrie, si Washington ne s'implique pas davantage. Le prochain gouvernement (...) sera probablement à la fois méfiant et hostile aux intérêts américains, a prévenu M. Tabler.

La raison est simple: Washington a passé trop de temps à négocier diplomatiquement aux Nations unies au lieu d'aider directement le peuple syrien à accélérer la chute de Bachar al-Assad, a-t-il dit.

Un expert en sécurité internationale, James Dobbins, a pour sa part défendu la mise en place d'une zone d'exclusion aérienne sur la Syrie, destinée à protéger les civils de la répression gouvernementale, comme ce fut le cas en Libye l'année dernière.

S'il a estimé que pour ce faire il était nécessaire d'avoir une demande en ce sens de l'opposition syrienne, il a jugé qu'un mandat de l'ONU était très souhaitable mais pas absolument nécessaire.

Au Conseil de sécurité de l'ONU, la Russie et la Chine ont bloqué toute tentative occidentale d'imposer des sanctions au régime syrien.

01 août

[http://www.romandie.com/news/n/ Syrie des experts americains appellent Washington a s impliquer activement RP 010820122257-16-221446.asp](http://www.romandie.com/news/n/Syrie_des_experts_americains_appellent_Washington_a_s_impliquer_activement_RP_010820122257-16-221446.asp)

4 Pays Arabes & voisins

Israel Shamir : Tel Aviv recherche la Somalisation de la Syrie

nb- Désormais, nous relaierons régulièrement certains articles dont nous ne sommes pas les auteurs, spécialement lorsque ceux-ci contiennent des informations qui nous semblent pertinentes, et (quasiment) absentes des médias francophones.

Le présent article, dont Israël Shamir est l'auteur, est paru en anglais le 30 juillet 2012 sur le site [CounterPunch](#).

Israël conserve sa capacité à contrôler les rebelles islamistes syriens. **Netanyahou** n'est pas inquiet de la possible désintégration de la Syrie. Malgré l'opinion admise selon laquelle les Israéliens préfèrent un **Assad** stable et familier à la grande inconnue de la guérilla islamique, l'information nouvelle et sensationnelle que nous venons de recevoir souligne le contraire, à savoir que les Israéliens préfèrent la somalisation de la Syrie, son éclatement et l'élimination de son armée, car cela leur permettra de s'attaquer à l'Iran sans obstacle.

C'est ce qu'implique un dossier secret récemment divulgué par une personne(s) proche du ministre israélien des Affaires étrangères, **Avigdor Lieberman**. Il contient un enregistrement des conversations entre Bibi Netanyahou, Avigdor Lieberman et le président russe **Vladimir Poutine** lors de la visite récente de ce dernier en Israël. Les Israéliens ne semblent pas avoir de doutes sur son authenticité. Counterpunch a reçu le fichier d'origine, et voici les faits saillants de cette conversation (dans notre traduction de l'hébreu):

Netanyahou a demandé à Poutine de faciliter le départ de Bachar Al-Assad.

“Vous pouvez désigner son successeur, et nous ne nous y opposerons pas, a déclaré le Premier ministre israélien. “Mais Il y a une condition – **le successeur doit rompre avec l'Iran**“.

Poutine a répondu : “nous n'avons pas de candidat pour succéder à Bachar. Et vous ?”

“Non, nous n'en avons pas, a répondu M. Netanyahou, mais nous allons vous dire notre préférence bientôt.”

Apparemment, Israël peut influencer sur les rebelles, dans la mesure où il suppose qu'ils choisiraient d'accepter un successeur acceptable pour Tel-Aviv. Cela signifie que la chaîne du commandement des rebelles va bien au-delà des chefs de troupe indisciplinés sur le terrain, au-delà du Qatar et l'Arabie saoudite, au-delà de Paris et Washington, et débouche tout droit sur Israël. Il est bien connu que les rebelles [cherchent l'amitié](#) avec Israël, mais personne ne pensait qu'**Israël était en mesure de les contrôler dans une telle mesure**.

Il va de soi que Netanyahou avait reçu le feu vert de **Washington** pour faire une telle offre. Cela signifie que pour les États-Unis et Israël, cela ne dérange pas que la Syrie reste dans la sphère d'influence russe, à condition qu'elle coupe ses liens avec l'Iran. Et c'est cela qui indique qu'Israël est la force motrice derrière les rebelles, car autrement, un tel arrangement serait inacceptable pour les Américains.

Cependant, il est possible que l'offre de Netanyahou ait été une simple ruse pour découvrir les intentions russes. En tout cas, c'est ce qu'a pensé Poutine, et il a répondu dans la même veine :

“Nous ne devons rien à Assad,” a déclaré M. Poutine. “Avant la rébellion, il était un visiteur fréquent à Paris plutôt qu'à Moscou. Nous n'avons pas de programme secret en ce qui concerne la Syrie. J'ai demandé au président Obama quelles sont les intentions des États-Unis en Syrie ; pourquoi les Américains rejettent Assad. Est-ce à cause de son incapacité à se réconcilier avec Israël ? Ou à cause de ses liens avec l'Iran ? En raison de sa position sur le Liban ? Je n'ai reçu aucune réponse sérieuse. Notre motivation, a dit Obama, c'est la répression violente d'Assad contre le peuple syrien. Je lui ai répondu que la violence est causée par le Qatar et l'Arabie, par leurs interférences.”

On comprend que Poutine est perplexe : s'il lui a été offert de garder la Syrie dans la sphère russe, pourquoi les USA s'en prennent-ils au gouvernement syrien ? Peut-être, les États-Unis relayent-ils simplement les instructions d'Israël ? **Et quelles sont les intentions d'Israël ?**

“L'objectif d'Israël est la somalisation de la Syrie, à la suite de la somalisation de l'Irak,” a déclaré M. Poutine, et **Netanyahou n'a pas rejeté son interprétation**.

Ces mots durs de Poutine répondent à la question des intentions américaines et israéliennes. Telle était la position de **Yinon**, stratège israélien et des néo-conservateurs : la somalisation de la région. Les dirigeants israéliens obéissent encore à leur stratégie à court terme de déclencher la guerre civile en Syrie, en supprimant Assad, et en plongeant la Syrie dans un borbier de groupes armés qui ne constitueraient pas un obstacle pour les avions israéliens cherchant à atteindre l'Iran. C'est un jeu risqué, comme il était risqué d'attaquer le Liban en 2006, mais Israël a un complexe militaire tellement puissant qu'il a besoin de prendre des risques, qui seraient inutiles autrement.

Le dossier de la conversation Poutine-Netanyahou contient **deux importantes concessions russes envers Israël** : Poutine a promis de rompre le contrat sur l'offre de systèmes S-300 de missiles anti-aériens à Damas (et il l'a fait) et d'arrêter les fuites d'informations de missiles utiles au Hezbollah.

Le ministre israélien des Affaires étrangères Avigdor Lieberman a profité de la réunion pour se plaindre de la chaîne audacieuse **RussiaToday** :

“Le bureau israélien de RT se répand en propagande anti-israélienne. Ils ont diffusé des entretiens avec Hassan Nasrallah [probablement une référence à l'entrevue que celui-ci a accordée à Julian Assange]. Nous avons parlé à des journalistes RT privé, mais ils ne bougeront pas, arguant en cela des instructions de Moscou. Vladimir Vladimirovitch [Poutine], s'il vous plaît, penchez-vous sur la politique éditoriale de RT de sorte qu'elle devienne objective envers d'Israël.... “

Cette plainte s'inscrit bien dans la pratique israélienne de **faire pression sur les médias étrangers**. Récemment, l'ambassadeur israélien à Washington a tenté d'interférer avec CBS et de censurer Bob Simon au sujet de son [reportage](#) sur les chrétiens palestiniens, causant beaucoup de [ressentiment](#) aux États-Unis. Les Israéliens ne peuvent toujours pas s'habituer à l'existence d'une presse relativement libre.

La principale conclusion des échanges qui ont fuité, c'est que les dirigeants israéliens continuent d'aimer vivre dangereusement. Alors que certains autres pays, notamment la Russie, sont à la recherche de la stabilité, les Israéliens aiment le jeu, et le jeu pour le pouvoir. Qui ne risque rien n'a rien, disent-ils. Ils sont prêts à accepter des risques à court terme pour des gains à long terme. Et l'élimination de l'armée syrienne est certainement un gain à long terme pour Israël.

Israel Shamir

Mercredi 1er août 2012

Israël Shamir est correspondant de CounterPunch à Moscou

5 Europe

1 Allemagne

Christophe Dreier : L'Allemagne participe aux préparatifs de Guerre !.

En coulisses le gouvernement allemand s'active depuis longtemps dans la guerre civile en Syrie...

... et dans les préparatifs d'une intervention militaire.

Berlin est un important centre pour l'ASL et le CNS soutenus par les occidentaux qui travaillent discrètement là bas à des plans pour renverser le président syrien Bashar al Assad. Les 70 états appartenant au groupe des « Amis de la Syrie » qui ont soutenu le soulèvement armé contre Assad ont un secrétariat à Berlin et s'y sont réunis là bas le mois dernier. Jusqu'à présent la plupart de ces activités ont eu lieu en secret. Publiquement Berlin joue le rôle de médiateur cherchant à obtenir le ralliement de la Russie et de la Chine pour soutenir une Résolution au CSONU. Néanmoins ce rôle semble terminé.

En début de semaine dernière, le ministre des affaires étrangères allemand, Guido Werterwelle, a dit au *Süddeutsche Zeitung* qu'un « virage » avait été amorcé concernant la politique à l'égard de la Syrie.

Berlin ne cherche plus à considérer le conflit dans le cadre du CSONU mais en dehors avec les « Amis de la Syrie » même contre la volonté de la Russie et de la Chine. Un document produit par le ministre des affaires étrangères pour les partenaires européens de Berlin dit que le régime d'Assad ne pourra plus re contrôler toute la Syrie. Parce que les puissances occidentales ne peuvent pas intervenir avec le soutien du Conseil de Sécurité à cause du rejet par la Russie et la Chine de toute intervention militaire d'autres arrangements doivent être trouvés pour la reconstruction après la fin du régime déclare le document. Ceci est un appel à peine voilé à une intervention militaire par une « coalition des volontaires ».

Depuis le début du conflit en Syrie la Bundeswehr (forces armées allemandes) a joué un rôle primordial dans la fournitures d'armes aux « rebelles » syriens. Une grande partie de ses armes ont été transportées par mer au port libanais de Tripoli et de là passées clandestinement en Syrie. La marine de guerre allemande est stationnée dans la région depuis 2006 dans le cadre de la mission de l'UNIFIL et est officiellement chargée de stopper tout transfert clandestin d'armes . Aucun transfert aux « rebelles » n'a été stoppé. Le 28 Juin le Bundestag(Parlement fédéral) a prolongé le mandat de la mission de l'Allemagne citant la situation en Syrie.

De plus Berlin a fait fortement pression pour que l'UE adopte et intensifie régulièrement ses sanctions contre la Syrie. En Syrie l'embargo a provoqué une situation sociale catastrophique. En Mai l'inflation était de 33% et l'interdiction d'importation du pétrole syrien dans l'UE à lui seul a réduit les revenus de 3 milliards. En conséquence 65% des PME ont du fermer. Depuis fin Mai l'Allemagne fait partie du

groupe des « amis de la Syrie » qui comprend des pays qui soutiennent l'ASL et oeuvrent au renversement d'Assad.

Le bureau de coordination du groupe qui maintient des contacts avec les « rebelles » syriens est basé à Berlin et dirigé par l'ancien chef des bureaux afghans du Kreditanstalt für Wiederaufbau (KfW), Gunnar Wälzholz. Il est financé par le ministère des affaires étrangères à hauteur de 600 000 euros. En coopération avec le CNS, le groupe est supposé organiser la reconstruction de la Syrie après la chute d'Assad. Ce qui veut dire la privatisation des entreprises d'état et le développement d'une économie de marché.

Comme l'a rapporté l'hebdomadaire le Zeit depuis Janvier de cette année le ministère des affaires étrangères a également développé un projet secret le « Jour D'Après » organisé par la Stiftung Wissenschaft und Politik (Foundation for Science and Politics, SWP) en coopération avec le United States Institute of Peace (USIP) à Berlin-Wilmersdorf.

Plus de 50 représentants de l'opposition syrienne ont été amenés pour travailler avec les deux institutions sur des plans pour la période post Assad. Parmi eux on trouve des ex généraux et des représentants de l'ASL de même que des Frères Musulmans et des nationalistes séculiers. Le SWP a été créé en 1962 et reçoit environ des dizaines de millions de \$ chaque année de fonds fédéraux. En tant que plus grande institution en Europe il conseille le gouvernement fédéral allemand en matière de politique étrangère et de sécurité. Avec le « Jour d'Après » il est devenu un acteur clé en matière de politique étrangère concernant la Syrie. Selon le directeur du SWP, Volker Perthes, il a eu la chance de « créer une communauté d'expression sans se faire remarquer et sans pression ». En Août un document sera soumis faisant état des « réformes nécessaires » de la Constitution en Syrie, pour l'armée les agences de sécurité et l'économie.

Depuis des mois le SWP a publié des analyses appelant à une intervention militaire en Syrie et demandant la participation de l'Allemagne. Dans un article paru le 3 Juin le « Jour d'Après » chef Muriel Asseburgs a écrit que le temps des compromis pour la Syrie était terminé. [« La violence en Syrie ne sera pas stoppée par des négociations mais seulement par la victoire ou l'épuisement d'un des deux protagonistes »]- a-t-elle écrit résumant la nouvelle position du gouvernement fédéral. En Mai le dirigeant du groupe de recherche pour la politique de sécurité de la Fondation, Markus Kaim, a publié un texte déclarant qu'une opération de l'OTAN contre la Syrie était probable et présentant 5 scénarios pour une frappe militaire. Sa première proposition armer et entraîner les rebelles de même que mener des actes de sabotage contre le régime d'Assad ont déjà été actés.

Une participation purement symbolique de l'Allemagne dans une intervention militaire ne serait pas suffisante selon Kaim. Le rôle de l'Allemagne dans la crise de l'Euro a « de nouveau soulevé » la question « de la volonté de l'Allemagne de diriger et imposer ses capacités en Europe mais aussi au-delà » écrit-il. « Décider actuellement de condamner les actions du gouvernement Assad contre l'opposition mais finalement les accepter discréditerait la politique étrangère allemande ».

Le soutien de Berlin à l'opposition armée syrienne et ses préparatifs pour la période post Assad montrent que ce point de vue est maintenant dominant au sein du gouvernement. L'Allemagne est prête à imposer ses intérêts économiques et stratégiques par les armes. Cela marque un changement significatif dans la politique de l'Allemagne au Moyen Orient. Depuis la fin de la Seconde Guerre Mondiale l'Allemagne a établi des relations économiques fortes non seulement avec Israël et d'autres états dominés par les US mais aussi avec d'autres pays de la région. En 2009 le Moyen Orient était le deuxième plus important importateur de produits allemands en dehors de l'Europe et après les Etats Unis.

Ces intérêts ont de plus en plus été mis à mal par les efforts des US pour dominer militairement la région par des interventions et des guerres. Berlin s'est opposé à la guerre d'Irak et au bombardement de la Libye. Des entreprises allemandes continuent de refuser l'embargo contre l'Iran soutenu par Berlin car les contrats iraniens sont trop lucratifs. Cependant cette position a atteint ses limites car Berlin n'est pas dans une position de se confronter aux US militairement. Cela s'est vu pour la Libye. L'année dernière la France les US et la Grande Bretagne ont mené une guerre contre le colonel libyen Muammar al Gadhafi pour imposer un changement de régime l'Allemagne et les états du BRICS se sont abstenus au CSONU et ont refusé de participer militairement. Mis à part ses propres intérêts économiques en Libye le gouvernement de Berlin avait aussi en tête la coopération économique et stratégique de l'Allemagne avec la Russie et la Chine. Alors que l'industrie allemande menait des affaires lucratives avec Kadhafi après la victoire des rebelles et l'installation d'un régime fantoche les intérêts allemands en Libye ont été

sérieusement endommagés. En 2011 les exportations allemandes vers la Libye ont chuté de 67% et les importations de l'Allemagne en provenance de Libye de 36% comparé à l'année précédente. Vu sous l'angle de l'impérialisme allemand ce scénario ne peut pas se reproduire. Par conséquent l'Allemagne participe activement aux préparations de guerre. En Syrie aussi l'Allemagne avait des intérêts économiques stratégiques. En 2009 l'Allemagne était le plus important client de la Syrie pour le pétrole et la Syrie est le huitième fournisseur de pétrole de l'Allemagne. Gardant un œil sur la Russie et la Chine - deux marchés clés pour les exportations et les sources de matières premières- l'Allemagne a partiellement dissimulé ses efforts pour soutenir l'opposition syrienne et déclaré officiellement qu'elle n'accepterait une intervention militaire que sous mandat de l'ONU. Cette dissimulation a aussi une autre raison : une opposition profondément enracinée dans la population allemande à la guerre. Selon un sondage récent 12% seulement des Allemands soutiendraient une intervention militaire en Syrie tandis que 13% sont pour un soutien militaire et financier à l'opposition. La grande majorité de la population rejette les deux scénarios.

Pour appliquer sa politique étrangère agressive l'impérialisme allemand doit combattre sur deux fronts : contre la Syrie et contre les classes laborieuses allemandes.

Christophe Dreier 01 août

World Socialist Web site : Germany participates in warpreparationsagainstSyria

Traduction Mireille Delamarre pour PNV

<http://mai68.org/spip/spip.php?article4416>

6 Les actions dans le monde

1 Russie

Xinhua : [La Russie s'oppose au projet de résolution proposé par les pays arabes](#)

La Russie ne soutiendra pas le projet de résolution de l'ONU sur la Syrie proposé par plusieurs pays arabes, a déclaré jeudi le ministère des Affaires étrangères.

Le projet de résolution, soumis à l'Assemblée générale de l'ONU, était "partial et déséquilibré", a déclaré le ministère dans un communiqué publié sur son site Internet.

"Moscou pense que le document sous sa forme actuelle ne contribue pas à la stabilisation de la situation et n'aide pas à apaiser les violences en Syrie. Pour cette raison, la Russie ne le soutiendra pas", a déclaré le ministère.

La résolution ne fait que "mettre l'entière responsabilité" de la crise sur les autorités syriennes et ne mentionne pas les exigences de la communauté internationale envers l'opposition, selon le communiqué, qui a ajouté que cette approche allait encourager l'opposition à poursuivre le conflit armé.

Plusieurs pays arabes se sont tournés vers l'Assemblée générale de l'ONU pour obtenir l'approbation d'une résolution prônant une " transition politique" et l'établissement d'un "gouvernement démocratique" en Syrie, après que les membres du Conseil de sécurité ont échoué à atteindre à un consensus sur ce point.

Le projet de résolution appelle également à des sanctions contre Damas.

Le vice-ministre russe des Affaires étrangères, GennadyGatilov, a vivement critiqué cette initiative, soulignant qu'il était " incorrect" de soulever ce point à l'Assemblée générale, car il incombe au Conseil de sécurité de traiter les problèmes de sanctions.

Contrairement aux décisions du Conseil de sécurité, les résolutions de l'Assemblée générale ne sont pas juridiquement contraignantes.

Le ministère des Affaires étrangères a réitéré sa position dans son communiqué de jeudi, déclarant que la Russie estimait qu'une telle résolution était une intrusion dans les prérogatives du Conseil de sécurité de l'ONU et était contraire aux dispositions de la Charte de l'ONU.

2 août (Xinhua) –

http://french.news.cn/monde/2012-08/03/c_131757457.htm

Venezuela

Venezuela soutient la position russo-chinoise qui est soucieuse de la souveraineté de la Syrie

02 Août 2012

Le président vénézuélien, Hugo Chavez, a affirmé le soutien de son pays aux positions de la Chine et de la Russie respectant la souveraineté de la Syrie.

"Si des problèmes existent en Syrie, il faut qu'ils soient réglés par les Syriens eux-mêmes via les moyens pacifiques", a souligné le président vénézuélien dans une conférence de presse rapportée par l'agence russe "Itar-Tass".

Il a aussi regretté la reconnaissance des gouvernements européens et les aides, en armes et en fonds, fournies par eux aux terroristes en Syrie, précisant que les pays élites de l'Europe sont toujours incapables de renoncer à leurs ambitions impérialistes.

<http://sana.sy/fra/55/2012/08/02/434453.htm>.

8 Dossier

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information.

Albano Nunes : La Syrie est en guerre.

Article d'Albano Nunes, membre du secrétariat du Parti communiste portugais pour Avante !

La Syrie vit des moments dramatiques pour son peuple. Les combats touchent désormais les principales villes du pays, Damas tout d'abord puis Alep, la capitale économique de la Syrie. Par la frontière avec la Jordanie, entrent des dizaines de milliers de mercenaires(40 à 60 000 ces derniers jours, selon certaines sources) recrutés dans des pays comme la Libye et l'Afghanistan, nombre d'entre eux appartenant à des groupes terroristes.

Se poursuit et s'intensifie l'entrée d'armes dans le pays, notamment d'armes lourdes comme des dispositifs anti-chars et des lance-roquettes fournis par l'OTAN, via la Turquie et les monarchies dictatoriales du Conseil de Coopération du Golfe. Les groupes armés et financés à partir de l'étranger par une coalition de la terreur menée par les États-Unis, la France et l'Allemagne, opérant à partir de la Turquie et financés par le Qatar et l'Arabie saoudite, tentent de prendre des positions à la frontière pour faciliter l'entrée de nouveaux armements et de nouveaux hommes. Il est de plus en plus difficile de cacher la présence d'agents étrangers britanniques et français sur le terrain, et que les agents de la CIA entraînent et choisissent les hommes qui, à partir des camps d'entraînement en Turquie, sont infiltrés dans le pays. L'armée israélienne renforce ses positions et son action sur le plateau du Golan et fait peser une menace sur le gouvernement syrien. L'armée turque concentre d'énormes moyens militaires à la frontière avec la Syrie. Les « rebelles » exigent du Conseil de sécurité de l'ONU qu'il donne le feu vert aux bombardements sur un peuple qu'ils prétendent défendre. La Russie et la Chine, dans une résistance notable aux pressions et se défendant de ce qu'ils savent être un projet qui touche à leur propre sécurité et à leurs propres intérêts, bloquent sur le terrain diplomatique la légitimation de la guerre d'agression directe.

L'attentat terroriste de la semaine dernière contre le siège de la sécurité nationale syrienne, qui a tué trois haut-responsables du gouvernement syrien, dont le ministre de la Défense, DaudRajha, nous indique bien jusqu'où est prêt à aller la prétendue *Armée libre syrienne* et les puissances impérialistes impliquées dans le projet de soumission de la Syrie. La version officielle des événements parie sur un attentat suicide, mais des récits circulent sur la possibilité d'une attaque aérienne de drones, les avions sans pilote nord-américains qui tuent des centaines de civils au Yémen et au Pakistan. Si cette version venait à se confirmer, nous serions face à une preuve éclairante du degré d'implication des États-Unis, ce qui est confirmé d'ailleurs par les actions de ces derniers jours, comme le blocage du signal satellite de la chaîne *Al-Douniasyrienne* ou le piratage du compte *Twitter* de cette même chaîne par la CIA.

La Syrie est en guerre, voilà la vérité. Une guerre montée sur le terrain pendant plus d'un an, programmée dans les couloirs du Pentagone des temps de l'administration Bush, financée depuis des années par une chaîne criminelle de financement et l'injection de millions de dollars qui a alimenté des mercenaires politiques, pantins de Washington et de l'OTAN, qui intègrent aujourd'hui le *Conseil national syrien*. Des gens qui défilent dans les réunions du Club Bilderberg, vivent confortablement à

Paris (comme Kodami, une des figures de proue du CNS) ou à Coventry (comme Rami Abdel Rahman), le visage du sinistre Observatoire syrien des droits de l'Homme). Le pays qui pendant des décennies n'a pas connu de conflits ethniques ou communautaires ; le pays où chiïtes, sunnites, alaouïtes, druzes, kurdes et chrétiens coexistaient pacifiquement ; le pays où les religions musulmanes et chrétiennes coexistaient pacifiquement dans un des seuls États arabes laïcs du monde, ce pays, un des seuls éléments de stabilité dans la région troublée du Moyen-Orient, est entraîné par l'impérialisme dans une guerre dont les fondements reposent sur l'incitation à la violence communautaire, qui peut condamner le peuple syrien à des années, si ce n'est des décennies, de guerre et qui peut dégénérer en guerre régionale qui, au vu de l'internationalisation à laquelle elle est sujette, peut conduire à un conflit aux dimensions imprévues.

Mais rien n'est jamais totalement écrit. L'opération *Volcan de Damass* est conclue par une énorme défaite militaire des « rebelles » et l'armée syrienne reprend le contrôle de diverses régions du pays. C'est une lutte pour la souveraineté du peuple syrien, et aussi incroyable que cela puisse paraître, au vu de la violence des combats, pour la paix au Moyen-Orient et dans le monde.

Traduction MA

[rhttp://solidarite-internationale-pcf.over-blog.net/](http://solidarite-internationale-pcf.over-blog.net/)

9 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information.

[Le soutien aux troupes rebelles contraire aux résolutions de l'Onu.](#)

Le soutien apporté par des pays étrangers aux groupes armés antigouvernementaux en Syrie va à l'encontre des résolutions précédemment adoptées par l'Onu, a annoncé vendredi la porte-parole du département de l'Information et de la Presse du ministère russe des Affaires étrangères Maria Zakharova. "Nous sommes obligés de constater une fois de plus que le soutien et le concours à l'opposition (syrienne) armée vont à l'encontre des résolutions du Conseil de sécurité de l'Onu relatives à la Syrie et du plan de Kofi Annan qui repose sur la résolution pacifique du conflit", a-t-elle indiqué dans un communiqué.

Selon le document, la diplomatie russe est préoccupée par le fait que les insurgés syriens reçoivent de l'étranger des systèmes antiaériens portables.

"Les vidéos mises en ligne démontrent entre les mains de qui tomberont ces armes", a-t-elle souligné en allusion à une vidéo montrant des rebelles exécutant des partisans du président Bachar el-Assad non armés.

"Quelqu'un doute-t-il que les auteurs de ces atrocités sont au-delà de la loi et de la moralité humaine?", a conclu Mme Zakharova.

Mercredi, les médias ont annoncé que la Turquie avait livré à l'Armée syrienne libre 20 systèmes antiaériens portables. Selon Moscou, l'Arabie saoudite et le Qatar seraient derrière ces livraisons.

<http://fr.rian.ru/world/20120803/195572575.html>

10 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information

Yann Yéc'han Pour BHL, on s'en serait douté: « une intervention en Syrie est inévitable »

Yann Yéc'han : **Nous connaissons sa position, mais une confirmation une fois de temps en temps pourra peut-être permettre d'en éveiller un peu certains....**

Attention tout de même, je met l'article mais précise que la propagande est ici totale, en particulier du au fait qu'il s'agisse ici de BHL qui est considéré comme étant un philosophe, aussi crédible que le fait que Sophie Favier puisse être académicienne, sans critiquer spécifiquement Sophie Favier...

Jeudi 2 Août 2012

Et il y a mieux, encore plus lourd, jugez par vous-même, je cite: « Je pense que les Russes et les Chinois sont en train de changer de position, ils en donnent des signes multipliés. Ils sont en train de le faire non pas parce qu'ils sont en train de se convertir à la morale humaniste universelle, mais (sic...) parce qu'ils s'associent aux assassins ». Fallait oser la dire cette connerie là!

Interrogé par Europe 1, Bernard-Henri Lévy est revenu la situation en Syrie où la ville d'Alep est en proie à de violents combats depuis plusieurs jours. Bernard-Henri Lévy estime qu'une « intervention militaire est inévitable en Syrie ».

Alors que la France prend la tête de la présidence du Conseil de Sécurité de l'ONU, le philosophe appelle le pays à « mettre au pied du mur la Russie et la Chine qui s'opposent à une intervention en Syrie. « Les Russes ont intérêt à débloquent ce verrou et la France peut les aider en tenant un discours de fermeté et en leur faisant savoir que, quoiqu'il arrive, une intervention militaire est inévitable. Pas de la même forme que la Libye, que les pays voisins, la Turquie, certains pays arabes, mais on ne peut plus laisser faire ce massacre au quotidien. Voilà ce qui doit être dit aux Russes avec eux ou sans eux », a-t-il commenté.

BHL se montre toutefois confiant pour faire changer les Russes et les Chinois d'avis. « Je pense que les Russes et les Chinois sont en train de changer de position, ils en donnent des signes multipliés.

Ils sont en train de le faire non pas parce qu'ils sont en train de se convertir à la morale humaniste universelle, mais parce qu'ils se rendent compte que pour sauver une base navale en Syrie, ils sont en train de perdre toute leur position dans le monde arabe en général, parce qu'ils s'associent aux assassins », a estimé la philosophe.

Yann Yéc'han

Jeudi 2 Août 2012

<http://www.sanfinna.com/?p=170691>

GhalebKandil : Assad en 2012 comme Nasser en 1956

Même pour ceux qui refusent de le reconnaître, la crise syrienne a pris la dimension d'une lutte entre la Syrie, en tant que nation, Etat, peuple et armée, d'un côté, et l'alliance impérialiste et coloniale, conduite par les Etats-Unis, de l'autre. L'enjeu est donc l'indépendance de la Syrie, sa souveraineté, l'intégrité de son territoire et la dignité de son peuple, qui se défend face aux projets hégémoniques qui servent, en fin de compte, les intérêts d'Israël. Il est normal, dans un tel contexte, que l'écrasante majorité de la population soit attachée à son indépendance et opte pour la résistance afin de protéger son Etat. Les oppositions de l'intérieur et de l'extérieur ont refusé le dialogue et oublié les réformes, qui ne font plus partie de leurs slogans ou revendications. Alors que l'Etat, lui, conscient de ses responsabilités dans la sauvegarde de l'indépendance et de l'intégrité du pays, réaffirme jusqu'au bout son attachement au dialogue et propose un programme de réformes avec un calendrier.

La cause syrienne aujourd'hui est celle de la liberté et de l'indépendance d'une nation, face à une guerre sans merci dirigée par les Etats-Unis à partir du territoire turc, et financée par les pétromonarchies du Golfe, qui se trouvent à l'opposé de la démocratie. Et pour alimenter cette guerre, cette alliance coloniale n'hésite pas à mobiliser des jihadistes (un euphémisme pour dire terroristes) du monde entier, de l'aveu même de l'Agence France presse, qu'on ne peut pas accuser de complaisance ou de sympathie pour le pouvoir syrien. Des centaines d'entre eux ont d'ailleurs été tués lors de l'épuration de Damas, dans le quartier de Midane, où les combattants étaient dans leur grande majorité des étrangers. Les autres ont été acheminés de la campagne de Damas et de Homs. C'est le même schéma qui se reproduit à Alep, la deuxième ville du pays, dans le Nord.

L'opinion publique syrienne connaît bien ces réalités. Selon des études fiables, dans le pire des cas, la population syrienne peut être divisée en trois blocs inégaux: près de 50% appuient l'Etat et son armée et gardent confiance dans les capacités du président Bachar al-Assad à mener les réformes; 35% sont des partisans des réformes mais sont très critiques à l'égard du pouvoir actuel, notamment la corruption. Ils sont franchement hostiles à toute intervention étrangère et restent attachés à l'indépendance et à l'unité du pays. Le reste, soit 15%, soutiennent les différentes factions de l'opposition, dont les Frères musulmans. Un mouvement qui est arrivé au pouvoir en Egypte et ailleurs et qui a affiché d'emblée sa volonté de «travailler» avec les Etats-Unis. La dernière déception, pour ceux qui croyaient en lui, est venue du refus du président égyptien Mohammad Morsi de lever le blocus imposé à la Bande de Gaza,

après avoir reçu le Premier ministre limogé du Hamas (la Branche palestinienne des Frères musulmans), Ismail Haniyya. Le prétexte avancé par Morsi est que Le Caire est lié par des engagements internationaux de nature sécuritaire.

L'Etat syrien jouit donc du soutien des deux tiers de la population. C'est cela, et uniquement cela, qui explique les raisons pour lesquelles le régime résiste depuis 17 mois à une véritable guerre mondiale menée contre lui. Pour tous ces facteurs, il ne fait aucun doute que quelques milliers de miliciens, financés par le Golfe, entraînés par la Turquie et organisés par la CIA, n'ont aucune chance de tenir face à l'armée nationale syrienne dans la ville d'Alep. Les équations internes et externes donnent la victoire à l'Etat, qui parviendra à écraser les hordes jihadistes internationales et à nettoyer les repères des insurgés.

La bataille sera rude, difficile, peut-être longue, au vu des moyens colossaux déployés par les Etats-Unis et leurs auxiliaires régionaux et internationaux. Mais en plus de la solidité de son armée et de ses institutions, la Syrie peut compter sur la fermeté de Moscou et de Pékin, qui n'accorderont aucune légitimité à une quelconque action étrangère. Mais surtout, la Syrie dispose d'une supériorité morale dans son combat. La bataille que livre Bachar al-Assad en 2012 ressemble en plusieurs points à celle menée et gagnée par Gamal Abdel Nasser, en 1956, contre les puissances coloniales déclinantes de l'époque, la France et la Grande-Bretagne

GhalebKandil

Lundi 30 juillet 2012 Lundi 30 juillet 2012

Source : New Orient News

<http://www.neworientnews.com/...>

11 Annexe

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information.

Thierry Meyssan : [L'Occident et l'apologie du terrorisme.](#)

Cette nouvelle chronique de Thierry Meyssan est consacrée à l'analyse et au commentaire d'une déclaration officielle ou d'un document d'actualité. Toujours attentif aux silences autant qu'aux paroles, il observe cette semaine le renversement doctrinal des Occidentaux face au terrorisme.

Obsèques nationales des généraux victimes de l'attentat terroriste du 18 juillet 2012

Le Conseil de sécurité s'est réuni peu après l'attentat du 18 juillet qui a décapité le commandement des forces de sécurité syriennes. Certes, les deux séances qui ont suivi portaient sur les propositions de résolution des Occidentaux et de la Russie. Néanmoins, il revenait au Conseil de condamner le principe de l'action terroriste, comme il fait toujours en pareille circonstance. L'usage est d'adopter unanimement une déclaration et de la faire lire par le président en exercice du Conseil, en l'occurrence le Colombien Nestor Osorio. La courtoisie veut que l'on présente ses condoléances à l'Etat-membre qui vient d'être frappé.

Pourtant le Conseil est resté silencieux. **Les Occidentaux ont refusé d'appliquer à la Syrie un des principes de base des relations internationales : la condamnation du terrorisme.**

Pis, dans leurs déclarations respectives, les dirigeants allemands, britanniques, états-uniens et français ont condamné les victimes, les ont rendues responsables de la violence dont elles ont été l'objet, et ont réaffirmé leur soutien à ceux qui ont perpétré l'attentat. Et encore : les médias occidentaux se sont appliqués à salir la mémoire des victimes, comme si leur mort ne suffisait pas à éteindre leur soif de sang syrien.

Personne ne doute que le terrorisme en Syrie soit commandité par l'OTAN et le CCG, mais jusqu'à présent cela se faisait en toute hypocrisie. Ne pouvant bombarder et raser le pays du fait du double veto russe et chinois, les Occidentaux et leurs partenaires arabes faisaient saigner le pays en

attendant de le faire attaquer par des mercenaires. Il y eu certes l'épisode du 12 février : l'appel au jihad d'Ayman al-Zawahiri.

Tout d'un coup, l'OTAN, le CCG et al-Qaida poursuivaient le même objectif. Cependant, faisait-on remarquer à Bruxelles, les déclarations du cheikh égyptien n'engagent que lui, elles ne valent pas d'être commentées, et l'OTAN ne va pas réviser ses positions en fonction de ces fatwas. Ce raisonnement n'était pas convaincant, car il éludait la question des objectifs communs aux champions autoproclamés de la démocratie d'une part et de l'islamisme d'autre part, mais les apparences étaient sauvées. Cette fois, c'est différent. **Les Occidentaux assument leurs liens avec les terroristes.**

Le tournant s'est opéré lors de la 3e conférence des « Amis » du peuple syrien à Paris, le 6 juillet. **Le président François Hollande avait accordé une place d'honneur à des individus que l'on payait jusque-là en secret en prenant soin de nier les connaître. Il avait élevé des criminels de guerre au rang de héros sans susciter la nausée de ses partenaires étrangers.**

Sans attendre qu'al-Qaida soit invité à une prochaine conférence des « Amis » du peuple syrien, le ministre russe des Affaires étrangères, Sergey Lavrov, s'est étonné de ce comportement : « *Il signifie que [les Occidentaux] continueront à soutenir ce genre d'attaques terroristes jusqu'à ce que le Conseil de sécurité remplisse [leurs] exigences. C'est une position terrifiante.* » Et de poursuivre « *Nous ne savons pas comment nous devons le prendre.* »

En effet, au delà de la question morale, que signifie ce revirement doctrinal ? Durant une décennie, les Occidentaux se présentaient comme les champions de la « *guerre au terrorisme* », aujourd'hui, ils revendiquent leur soutien à des terroristes.

De nombreux auteurs, y compris des stratèges US comme Zbigniew Brzezinski, ont souligné que la notion de « *guerre au terrorisme* » est un concept absurde. On peut mener une guerre contre des terroristes, pas contre leur stratégie. Quoi qu'il en soit, ce slogan marketing avait le double avantage de placer certains États du côté du Bien et de justifier leur « *guerre sans fin* » contre tous les autres. Le terrorisme est une méthode de combat asymétrique que l'on utilise toujours par défaut. Elle permet d'affaiblir un adversaire, mais elle est insuffisante pour obtenir la victoire militaire et conduit toujours à une défaite politique. Elle prive pour un long moment celui qui en fait usage de la perspective d'exercer le pouvoir. Le terrorisme est une méthode immorale qui ne s'emploie donc que lorsque l'on est en position de faiblesse, non pour gagner un avantage, mais pour gagner du temps, en attendant d'être en mesure de livrer un combat conventionnel.

D'où le trouble de Sergey Lavrov. Les Occidentaux sont-ils en train de reconnaître à la fois leur immoralité et leur impuissance ? Que cache leur comportement ? Ou se pourrait-il que leur décadence soit beaucoup plus avancée que nous n'osions le concevoir

Chacun a bien compris que **la crise syrienne n'est pas, ou n'est plus, une confrontation interne, mais la résultante d'un réajustement des rapports de force mondiaux.**

Washington tente de poursuivre le remodelage du Moyen-Orient élargi et de changer l'équation militaire régionale. Moscou conteste son autorité et tente d'instaurer un Nouvel ordre international, basé sur le droit et le multilatéralisme. La Syrie est la zone d'achoppement entre les nouveaux blocs.

La géophysique nous a appris que la tectonique des plaques provoque les tremblements de terre. La géopolitique a les siens. Les publicitaires de la soi disante Armée « syrienne » libre ont eu tort d'évoquer cette image. Les deux blocs se sont heurtés en Syrie, mais c'est la plaque occidentale qui a commencé à glisser sous la plaque eurasiatique et à disparaître, et non l'inverse.

Sergey Lavrov considère Washington comme un malade en fin de vie. Sachant que « *les empires ne meurent pas dans leur lit* », il tente de calmer « *l'empire américain* » pour lui éviter un accès de folie, tout en le conduisant gentiment au cimetière où il reposera. Il observe le patient avec prudence.

L'apologie du terrorisme est-il le symptôme d'un début de crise de démence, ou d'une anémie irréversible ?

[Thierry Meyssan](#)

Source

[Tichreen \(Syrie\)](#)

Les emphases sont d'IN

<http://www.internationalnews.fr/article-l-occident-et-l-apologie-du-terrorisme-par-thierry-meysan-108725844.html>

1ER AOÛT 2012

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" *Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19*